

L'ECAB franchit la ligne rouge

**Communiqué de presse
16 décembre 2016**

Face à l'aboutissement certain de la demande de référendum, la direction de l'ECAB a perdu ses nerfs en faisant pression sur le personnel pour qu'il s'éloigne de la FEDE. C'est inacceptable! Par cette action, la direction de l'ECAB confirme son mépris de la loi, en faisant pression sur les collaborateurs pour les inciter à ne plus soutenir financièrement la FEDE. C'est une ingérence intolérable qui bafoue les libertés du personnel. La FEDE attend du Conseil d'Etat qu'il mette immédiatement un terme à ces pratiques.

La direction de l'ECAB, par la voix de son directeur adjoint, responsable des ressources humaines, a fait savoir à la FEDE par mail que «la plupart des membres du personnel de l'ECAB ont décidé de démissionner de la FEDE» estimant que cette association ne défend pas leurs intérêts. Cela relève la méconnaissance de l'ECAB, puisque la FEDE n'a pas de membres individuels.

Cette information confirme malheureusement les témoignages reçus, de sources internes: la direction de l'ECAB est allée jusqu'à distribuer des formulaires de déclaration de refus de payer la contribution de soutien en faveur de la FEDE et à coordonner cette action. La direction de l'ECAB continue ainsi à

déraper sans réaction du Conseil d'Etat ni du Service du personnel (SPO).

Après avoir diffusé un argumentaire dans lequel il insinue que la FEDE ment – argumentaire d'ailleurs retiré peu après du site de l'Etat pour de mystérieuses raisons – Jean-Claude Cornu franchit, en envoyant au front son directeur adjoint, un nouveau cap que nous pouvons sans autre assimiler à une ligne rouge. Il bafoue les plus élémentaires des droits du personnel. Qui pourra se permettre désormais, à l'ECAB, de payer sa contribution à la FEDE, alors même que les ordres de la quitter viennent de la tête de l'entreprise et que celle-ci sait exactement qui paie ou non? Pour que ces données puissent rester confidentielles, elles devraient être traitées uniquement par les ressources humaines de l'Etat et ne devraient en aucun cas pouvoir être utilisées par l'employeur. Et, dans le cas présent, cette confidentialité a été clairement violée.

Cette pratique est non seulement scandaleuse, mais totalement illégale. Elle illustre les intentions véritables du directeur et les raisons profondes de sa volonté de privatiser la gestion de cet établissement. Il veut pouvoir agir à sa guise sans avoir de compte à rendre à quiconque.

Le comble du mépris est atteint quand le directeur adjoint, et responsable des ressources humaines, annonce la volonté de l'ECAB de créer sa propre association du personnel. Les employés de l'ECAB seraient bien avisés d'ouvrir les yeux et de ne pas confier bêtement la défense de leurs intérêts à une équipe directoriale qui se permet de bafouer les plus élémentaires des droits du personnel. Qu'en sera-t-il le jour où la direction aura reçu son bon pour agir à sa guise, une fois la loi entrée en vigueur?

Dans un argumentaire largement diffusé, le directeur accuse la FEDE de mentir et de répandre des contre-vérités. Il bafoue les droits civiques, en faisant pression sur le personnel et sur les associations qui le défendent, alors que celles-ci ne font qu'exercer leurs droits, en contestant une décision politique prise par le Conseil d'Etat et le Grand Conseil. Doit-on rappeler à la direction de l'ECAB que le droit au référendum fait partie intégrante des droits démocratiques?

Cette manière d'agir confirme simplement que le directeur est sourd au droit et au partenariat social, qu'il se permet d'intervenir dans le débat politique au mépris du devoir de réserve auquel il est soumis en tant que cadre de l'Etat.

Encore une fois, les pressions sur le personnel sont inadmissibles. C'est pour éviter une contagion de telles pratiques que la FEDE a lancé son référendum. Le personnel des soins n'a aucune envie de voir de tels agissements s'étendre à l'Hôpital Fribourgeois. C'est la raison pour laquelle il est primordial que le référendum aboutisse.

La FEDE entend défendre les intérêts de l'ensemble du personnel de l'Etat et préserver ainsi les intérêts de la population. Inutile de dire que l'on peut allègrement anticiper ce qui va se passer à l'ECAB ces prochaines années. Hausse des dépenses de fonctionnement, augmentation des salaires des cadres, introduction de la méritocratie, avec soumission au chef, et *in fine* des conséquences possibles sur les primes payées par les assurés de l'ECAB.

Le Directeur RH se targue d'avoir consulté le personnel, qui soutiendrait ce statut. Il reproche à la FEDE de ne pas avoir contacté le personnel pour lui demander son avis. Il eut été en effet préférable que celui-ci puisse nous entendre et connaître les deux sons de cloches, avant de donner son avis sur le projet de statut.

Nous avons une assez longue expérience pour savoir que ce type de consultation, orientée et basée sur un point de vue unilatéral, donne des résultats complètement biaisés. Lorsque nous sommes intervenus au Service public de l'emploi, son chef de service se targuait d'un taux de satisfaction de 86,4%. L'enquête de satisfaction menée par la Direction de l'économie et de l'emploi (DEE), avec la FEDE, a mis en lumière une tout autre réalité: plus de la moitié du personnel ne faisait pas confiance aux cadres. Le profond malaise avait ensuite été confirmé par l'audit mené par l'ancien juge et conseiller d'Etat Mario Annoni.

Le but des démarches du type Service public de l'emploi et ECAB est d'écarter les organisations syndicales de manière à pouvoir contrôler sans partage

le personnel. Créer une association du personnel à l'interne de l'ECAB, sans aucune indépendance, est une pantalonnade: la direction de l'ECAB la contrôlera à sa guise.

Avec de telles pratiques, extrêmes, c'est le partenariat social même qui est attaqué. Tout le service public est fragilisé et discrédité.

L'ECAB tente de ruiner les efforts du Conseil d'Etat et de la FEDE qui œuvrent pour un partenariat social qui a fait ses preuves.

Le Conseil d'Etat ne peut prendre le risque de la contagion. Il doit stopper sans délais de tels agissements. Nous attendons qu'il se positionne, condamne la direction de l'ECAB et qu'il veille à ce que la FEDE puisse informer correctement le personnel de cet établissement de sa position.

Annexes Mail de l'ECAB
 Argumentaire de l'ECAB

Bernard Fragnière

079 707 18 39

Président de la FEDE

Die KGV hat die rote Linie überschritten

**Medienmitteilung
16. Dezember 2016**

Angesichts des sicheren Erfolgs des Referendums zur KGV hat deren Geschäftsleitung nun die Nerven verloren und übt Druck auf das Personal aus, damit dieses zur FEDE auf Distanz geht. Das ist inakzeptabel! Indem sie Druck auf ihre Mitarbeitenden ausübt, damit diese die FEDE nicht mehr finanziell unterstützen, zeigt sie, dass sie sich nicht um Gesetze schert. Eine solche Einmischung tritt die gewerkschaftliche Freiheit mit Füßen und ist nicht tolerierbar. Die FEDE erwartet vom Staatsrat, dass dieser diesen Praktiken sofort einen Riegel schiebt.

Die Geschäftsleitung der KGV liess die FEDE durch eine E-Mail Ihres Adjunkten und Chef der Personalabteilung wissen, dass «die Mehrheit des KGV-Personals beschlossen habe, aus der FEDE auszutreten», da diese Organisation ihre Interessen nicht vertrete. Damit beweist die KGV ihre Unwissenheit, denn die FEDE hat keine Einzelmitglieder.

Diese Mitteilung bestätigt leider neuere Berichte von internen Quellen, laut denen die Geschäftsleitung der KGV sogar Erklärungsformulare verteilte, mit denen man die Zahlung der Unterstützungsbeiträge an die FEDE verweigern soll, und so diese Aktion koordinierte.

Die Geschäftsleitung der KGV gerät immer mehr ausser Kontrolle, und der Staatsrat und das Amt für Personal und Organisation (POA) schauen tatenlos zu.

Nicht genug damit, dass Jean-Claude Cornu ein Argumentarium verteilte, welches unterstellte, dass die FEDE lüge – wobei das Argumentarium im Übrigen kurze Zeit später aus mysteriösen Gründen von der Staatswebseite verschwand. Indem er nun seinen Adjunkten vorschickt, überschreitet er erneut eine rote Linie. Er setzt sich über die grundlegendsten Gewerkschaftsrechte hinweg. Wer kann sich bei der KGV nun noch erlauben, FEDE-Mitglied zu bleiben, wenn die Anweisungen zum Austritt von der Geschäftsleitung kommen und diese genau weiss, wer seine FEDE-Beiträge zahlt und wer nicht? Damit diese Daten vertraulich bleiben, sollten sie nur von den Personalverantwortlichen des Staats bearbeitet werden und auf keinen Fall vom Arbeitgeber eingesehen werden dürfen. Im vorliegenden Fall wurde die Vertraulichkeit eindeutig verletzt.

Diese Praxis ist nicht nur skandalös, sondern illegal. Sie zeigt die wahren Absichten des Direktors und die eigentlichen Gründe für sein Vorhaben, die

Verwaltung dieser Einrichtung zu privatisieren, auf. Er möchte nach seinem Gutdünken schalten und walten, ohne jemandem Rechenschaft ablegen zu müssen.

Der Gipfel der Frechheit ist es, dass der Adjunkt und Chef der Personalabteilung ankündigt, dass die KGV seinen eigenen Personalverband schaffen wolle. Die KGV-Mitarbeitenden halten hoffentlich die Augen offen und begehen nicht den Fehler, die Vertretung ihrer Interessen einem Team der Geschäftsleitung anzuvertrauen, das sogar die elementarsten Rechte des Personals missachtet. Was geschieht dann erst, wenn das Gesetz in Kraft ist und die Geschäftsleitung den Freibrief hat, zu tun und zu lassen, was ihr gefällt?

In einem weitum verteilten Argumentarium beschuldigt der Direktor die FEDE, zu lügen und falsche Behauptungen zu verbreiten. Er verletzt die Bürgerrechte, wenn er das Personal und dessen Vertreter unter Druck setzt, obwohl sie nur von ihrem Recht Gebrauch machen und Stellung zu einer politischen Entscheidung des Staatsrats und des Grossen Rats beziehen. Muss man der Geschäftsleitung der KGV etwa in Erinnerung rufen, dass das Referendumsrecht integraler Bestandteil der demokratischen Rechte ist?

Dieses Verhalten zeigt, dass dem Direktor Recht und Sozialpartnerschaft nichts bedeuten; so erlaubt er sich, in die politische Debatte einzugreifen, obwohl er als höherer Staatsbeamter der Verschwiegenheitspflicht untersteht.

Und noch einmal: Das Personal unter Druck zu setzen, ist absolut inakzeptabel. Die FEDE hat ein Referendum lanciert, um zu verhindern, dass solche Praktiken sich ausbreiten. Das Pflegepersonal hat keine Lust, im Freiburger Spital derartige Verhältnisse zu erleben. Aus diesem Grund ist es wichtig, dass das Referendum erfolgreich ist.

Die FEDE möchte die Interessen des gesamten Staatspersonals verteidigen und dadurch auch die Interessen der Freiburger Bevölkerung wahren. Man kann bereits erahnen, was in den kommenden Jahren bei der KGV geschehen wird/auf die KVG zukommt: höhere Betriebskosten, Lohnerhöhungen für die Kader, Meritokratie mit Unterwerfung unter den Vorgesetzten, was sich auch auf die Prämien für die KG-Versicherten auswirken kann.

Der Chef der Personalabteilung rühmt sich, er habe das Personal konsultiert und dieses unterstützte diesen Status. Er wirft der FEDE vor, das Personal nicht kontaktiert und nach seiner Meinung gefragt zu haben. Es wäre in der Tat von Vorteil gewesen, wenn das Personal uns hätte zuhören und beide Standpunkte kennenlernen können, bevor es seine Meinung zum Statutenentwurf kundtat.

Wir haben genug Erfahrung, um zu wissen, dass diese Art von Konsultation, die auf einem einseitigen Standpunkt basiert, zu einem verfälschten Ergebnis führt. Als wir beim Amt für den Arbeitsmarkt intervenierten, rühmte sich der Amtschef, dass 86,4 % des Personals zufrieden sei. Die Zufriedenheitsumfrage, welche die Volkswirtschaftsdirektion (VWD) mit der FEDE durchführte,

kam zu einem ganz anderen Ergebnis: Über die Hälfte des Personals hatte kein Vertrauen in die Vorgesetzten. Dass grosses Unbehagen herrschte, wurde danach in einem Audit durch den ehemaligen Richter und Regierungsrat Mario Annoni bestätigt.

Mit ihrem Vorgehen zielen das Amt für den Arbeitsmarkt und die KGV darauf ab, die Gewerkschaften auszuschliessen, um das Personal uneingeschränkt kontrollieren zu können. Der interne Personalverband, der in keiner Weise unabhängig ist, ist ein Witz: Er wäre eine Marionette der Geschäftsleitung.

Solch extreme Praktiken stellen die Sozialpartnerschaft an sich infrage. Der

ganze Service public wird angegriffen und diskreditiert.

Die KVG möchte die Bemühungen des Staatsrats und der FEDE, die eine funktionierende Sozialpartnerschaft unterhalten, zunichtemachen.

Der Staatsrat kann es sich nicht leisten, dass sich solche Praktiken ausbreiten. Er muss diesen sofort ein Ende setzen. Wir erwarten, dass der Staatsrat das Verfahren der Geschäftsleitung der KVG stoppt und dafür sorgt, dass die FEDE das Personal dieser Institution korrekt über ihre Position informieren kann.

Anhang E-Mail der KGV
 Argumentarium der KGV

Bernard Fragnière

079 707 18 39

Präsident der FEDE